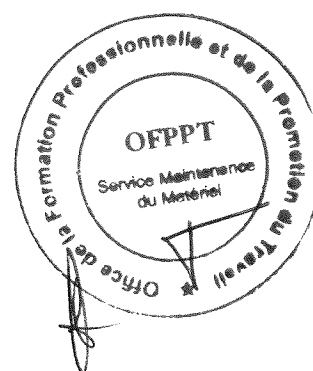


CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'Offres Ouvert Simplifié n° / 2025.

Passé en application de l'article 21 du décret N°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.),
représenté par sa Directrice Générale,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

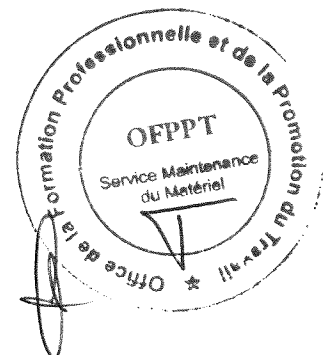
- Patente n° :

- N° d'identification Fiscale

- ICE.....

- Représentée par : Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés



I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES :**ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ**

L'acquisition, l'installation et la mise en service des équipements pour l'Atelier Central ISIC AIN BORJA.
Le marché issu du présent appel d'offres est passé en application des articles 19 (al. 1 du paragraphe I-1 et al. a) du paragraphe I-3) et 20 (alinéa b) du paragraphe 3) du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

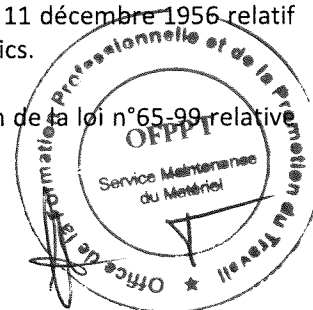
Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Dahir n° 1-23-22 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant promulgation de la loi n° 54-22 modifiant et complétant la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes.
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985, relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- Le décret royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété.
- La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- l'arrêté du ministre de l'Économie et des finances n° 1692-23 du (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et pièces relatifs aux marchés publics.
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale ;
- Dahir du 25 juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.
- Décret 2-07-1235 du 05 kaada 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Décret n° 2-16-344 du 17 choul 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Le décret n° 2-11-247 du 28 Rajab 1432 (01 Juillet 2011) relatif au SMIG ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;



- Code général des Impôts, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Circulaire du chef du gouvernement n° 02/2019 relatif au respect de la réglementation sociale pour les marchés concernant la sécurité, l'entretien et le nettoyage des locaux administratifs et marchés équivalents.
- Décret N° 2-14-272 du 14/05/2014 relatif aux avances en matière de marchés publics.
- Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaâbane 1434 (13 Juin 2013) relatif à la publication des documents dans le portail électronique des marchés publics.
- Textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au travail, à la sécurité sociale et aux accidents de travail. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés rendus applicables à la date de l'ouverture de plis.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement : le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N°4 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires. Tous les prix sont rémunérés à l'unité.

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAOT.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales et aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché comprennent le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

ARTICLE N°6 : DROITS DE TIMBRES.

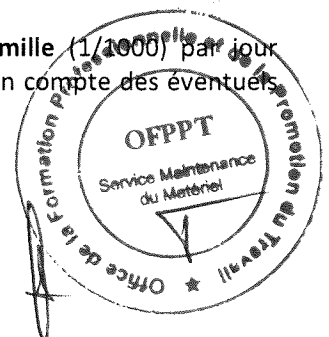
Le prestataire de service doit acquitter les droits de timbre du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur

ARTICLE N°7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du présent marché est de **vingt (20) jours**. Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

ARTICLE N°8 : PENALITES

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.



Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien Le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à huit pour cent (8) % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, l'autorité compétente se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCACT.

ARTICLE N°9 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est :

Huit mille (8000,00) Dirhams.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocains agrés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 10 : LANGUES UTILISEES

Les langues de travail pour l'exécution des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres sont l'arabe et/ou le français.

ARTICLE 11 : MODALITES DE LA COMMANDE

Les ordres de service sont établis par le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique.

ARTICLE 12 : LIVRAISON DES EQUIPEMENTS AU SITE BENEFICIAIRE.

Les équipements seront livrés à l'Atelier Central ISIC AIN BORJA.

Avant de commencer les livraisons (au moins 15 jours à l'avance), le titulaire doit transmettre à l'OFPPT un planning prévisionnel de livraison.

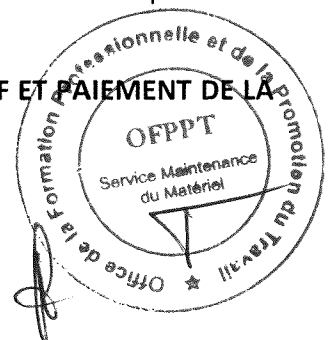
Les opérations de transport, de chargement, de déchargement, de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité.

Le responsable du centre bénéficiaire signe les bons de dépôt des articles livrés en précisant les dates de livraison.

ARTICLE 15 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à Trois mois (03 mois) pour les prestations objet du marché. Il court à partir de la date de la dernière réception provisoire de ces équipements.

ARTICLE 14 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF ET PAIEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE



En application des dispositions de l'article 19 du CCACT, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCACT, et le paiement de la retenue de garantie est effectué ou bien les cautions qui les remplacent à la suite d'une mainlevée donnée par l'OFPPT dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des prestations objet du marché.

ARTICLE 15 : MODALITES DE VERIFICATION DE CONFORMITE TECHNIQUE

Sur la base du programme des livraisons, l'OFPPT organise les opérations de vérification de conformité technique du matériel livré dans le site bénéficiaire suivant un planning communiqué au titulaire.

Le retard enregistré dans l'opération de vérification de conformité technique et de réception, après livraison du matériel, sera à la charge de l'OFPPT et le délai d'exécution du marché sera prorogé en conséquence.

Les équipements jugés non-conformes sont récupérés par le titulaire dans un délai maximum de 30 jours qui commencera à courir à partir du lendemain de la notification au fournisseur par l'OFPPT des équipements concernés. Passé ce délai l'OFPPT n'est plus responsable des équipements en question.

Le titulaire mettra à la disposition du(es) représentant(s) de l'OFPPT la documentation technique, en langue française, nécessaire à la vérification de la conformité technique des équipement(s).

Les opérations de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité.

L'OFPPT procédera à la vérification de la conformité technique de l'équipement avec les spécifications du marché et avenant(s) (marque, référence, origine, dimensions, capacités, puissance, alimentation électrique, ...) dans le site bénéficiaire, à la date prévue, en présence d'un représentant qualifié du titulaire devant être habilité à répondre aux remarques de la commission désignée par l'OFPPT.

L'O.F.P.T se réserve le droit de faire vérification de la conformité technique par un organisme externe en présence du représentant du titulaire du marché.

La vérification de la conformité technique des articles livrés est sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal qui doit être signé par le(s) représentant(s) de l'OFPPT et du titulaire ayant participé à l'opération de vérification.

Toute divergence par rapport au marché et le cas échéant ses avenants doit être consignée dans le procès-verbal de vérification de conformité technique.

Une copie du procès-verbal de vérification de conformité technique est remise au représentant du titulaire séance tenante.

Tout équipement jugé non conforme par l'OFPPT doit être remplacé, par le titulaire, dans le délai contractuel.

ARTICLE 16 : MODALITES DE RECEPTION DES EQUIPEMENTS.

L'OFPPT procédera à la réception dans le site bénéficiaire :

Du matériel sur la base du procès-verbal de vérification de conformité technique ;

Des quantités livrées par rapport à celles du marché ou avenant ;

De la mise en marche du matériel si nécessaire.

La réception n'est prononcée qu'une fois l'équipement, vérifié conforme, satisfait aux essais exigés.

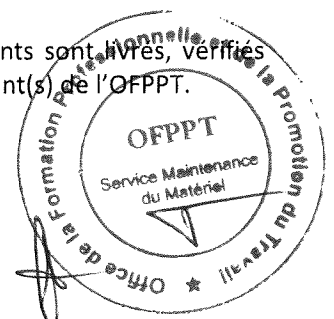
ARTICLE N° 17 : RECEPTION DES PRESTATIONS

1- Réception provisoire

La réception provisoire du marché n'est prononcée que lorsque tous les équipements sont livrés, vérifiés conformes et une fois tous les essais ont été déclarés satisfaisants par le(s) représentant(s) de l'OFPPT.

La réception provisoire du marché correspondra à la dernière date de réception.

2- Réception définitive



Le titulaire demandera à l'OFPPT d'organiser la réception définitive vingt jours au plus tard avant l'expiration du délai de garantie.

Un planning de réception définitive sera communiqué par l'OFPPT au titulaire en lui précisant les lieux et les dates de réceptions définitives.

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour se faire représenter à ces opérations qui seront sanctionnées par un procès-verbal de réception définitive locale.

Si au moment de la réception définitive, il est reconnu que certaines réserves concernant les prestations objet du présent marché ayant fait l'objet d'une notification, le titulaire disposera d'un délai d'un (1) mois maximum pour lever la ou les réserves en question et le délai de garantie est prolongé jusqu'à ce que ces réserves soient levées par le titulaire.

A défaut, l'O.F.P.P.T. peut effectuer les réparations ou remplacements aux frais du titulaire de marché ou prendre d'autres mesures correctives.

ARTICLE 15 : GARANTIE

Le titulaire garantit que tout équipement livré en exécution du marché est neuf, n'a jamais été utilisé, est du modèle le plus récent en service et inclue toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériau sauf si le marché en a disposé autrement.

Le titulaire garantit en outre que tout l'équipement livré en exécution du marché n'aura aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à sa mise en œuvre (sauf dans le cas où la conception et/ou le matériau requis par les spécifications du marché), qui peut se révéler pendant l'utilisation normale de l'équipement livré, dans les conditions prévalant dans les Etablissements de Formation Professionnelles de l'OFPPT.

Pendant la période de garantie, les techniciens du fournisseur interviendront dans un délai de 15 jours à partir du lendemain de la notification au fournisseur par l'OFPPT des pannes des équipements concernés.

Les frais de récupération ou de remplacement des équipements défectueux sont à la charge exclusive de ce dernier.

ARTICLE 19 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'Article 64 du C.C.A.G-T, une retenue d'un dixième (1/10) sera effectuée sur le montant des acomptes.

La retenue de garantie cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Toutefois, cette retenue de garantie pourra être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

N.B : Pour le titulaire étranger, le cautionnement de la retenue de garantie doit être avalisé par une banque marocaine.

ARTICLE N°20 : MODALITES DE PAIEMENT

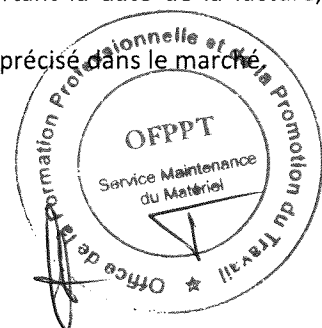
L'OFPPT procédera au paiement des articles livrés et réceptionnés conforme.

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en 6 exemplaires originales portant la date de la facture, le numéro de la facture, l'objet et le numéro du marché.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N°21 : DELAIS DE PAIEMENT



En application des dispositions prévues par la Loi 69-21, le délai de paiement des sommes dues aux titulaires de ce marché est de **120 jours**, et ce, conformément aux articles 78-1 et 78-2 de ladite loi.

ARTICLE N°22 : SOUS – TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations objet des Items n°1 à 4 ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE N°23 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc, qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement, ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise, dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°24 : VALIDITE DU MARCHE

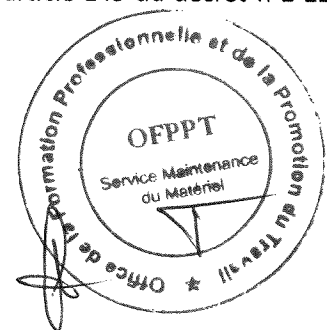
Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°25 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°26 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES



En application des dispositions de l'article 25 du CCAG-T, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE N°27 : PROTECTION DES EMPLOYES DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Les choix des collaborateurs du titulaire et la protection de ses employés sont celles prévues par les dispositions des articles 22 et 23 du CCAG-T.

ARTICLE N°28 : NANTISSEMENT

Sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, notamment son « Chapitre IX : Conditions et modalités de dématérialisation du nantissement des marchés publics », en cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Directrice Générale de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est la Directrice Générale de l'OFPPT ou son délégataire.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N°29 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) - CCAG-T et décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics).

ARTICLE N°30 : MESURES COERCITIVES

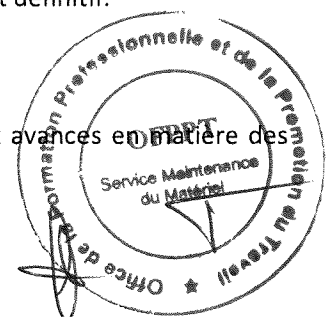
Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-T, notamment celle prévues par son chapitre VIII.

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPT, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, assortie de la confiscation du cautionnement définitif.

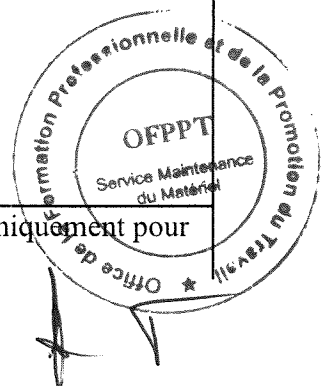
ARTICLE 31 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHÉ

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché n'a droit à aucune avance

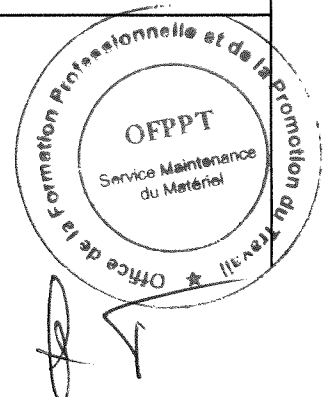


CHAPITRE II : CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES :

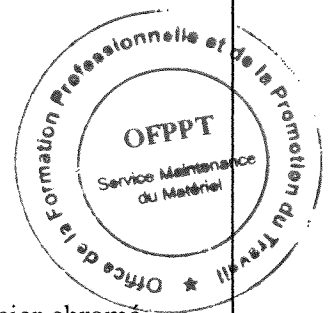
Item n°	Spécifications techniques
1	<p><u>Touret à meuler sur socle:</u></p> <p>Certificat de conformité aux normes NM ou à défaut aux normes CE</p> <p>Touret à meuler sur socle métallique, équipé de 2 meules de Ø 300 mm au minimum et d'épaisseur 40 mm au minimum</p> <p>Vitesse de rotation : 1450 tr/min au minimum</p> <p>Puissance moteur d'au moins 1,8 à 2,2 kW</p> <p>Meules de diamètre 300 mm ±10 mm</p> <p>Alimentation triphasée 380 V / 400 V</p> <p>Chaque meule est équipée d'écran pare-étincelles en polycarbonate très résistant.</p> <p>Arrêt d'urgence</p> <p>Système d'aspiration de poussière (usage intensif en formation)</p> <p>Manuel d'utilisation en langue Française ou à défaut en Anglais</p>
2	<p><u>Perceuse à colonne:</u></p> <p>Certificat de conformité aux normes NM ou à défaut aux normes CE</p> <p>Puissance moteur d'au moins 2 kW</p> <p>Alimentation triphasée 380 V / 400 V – 50 Hz</p> <p>Capacité de perçage dans l'acier d'environ Ø30 mm</p> <p>Cône Morse de broche CM 3 au minimum</p> <p>Course du mandrin 120 mm au minimum</p> <p>Vitesses de broche maximale : 2000 tr/mn au minimum</p> <p>Orientation de la table 360°</p> <p>Distance broche – table (max.) 780 mm au minimum</p> <p>Diamètre de colonne d'environ 110 mm (±10 mm)</p> <p>Accessoires inclus comprenant :</p> <p>Etau à mors parallèles ouverture 120 mm Au minimum</p> <p>Mandrin à serrage rapide</p> <p>Clef, outillage et manivelles de service</p> <p>Manuel d'utilisation en langue Française ou à défaut en Anglais.</p> <p>Nota : tous les accessoires doivent être compatibles avec la machine</p>
3	<p><u>Presse hydraulique manuelle:</u></p> <p>Certificat de conformité aux normes NM ou à défaut aux normes CE</p> <p>Capacité de pression d'au moins 40 tonnes ou équivalent selon la configuration.</p> <p>Course vérin : 150 mm au minimum</p> <p>Retour piston automatique</p> <p>Pompe manuelle ou à pied</p> <p>Capacité de travail en hauteur : 600 mm au minimum</p> <p>Manuel d'utilisation en langue Française ou à défaut en Anglais</p>
4	<p><u>Etau d'établi à mors parallèles :</u> « Corps en acier forgé ou traité thermiquement pour une résistance équivalente. »</p>



	<p>Mors de serrage en acier, interchangeables</p> <p>Mâchoires à tubes</p> <p>Ouverture utile d'au moins 170 mm</p> <p>Longueur de mors d'environ 150 mm</p>
5	<p>Etabli:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hauteur du sol au plan du travail : 850 mm • Dimensions du plan de travail : L x l : 2000 x 800 mm • Épaisseur d'au moins 50 mm • Plateau du plan de travail en bois hêtre massif • Pieds en tube acier carré 50 x 50 x 2 mm mini • Traverses en tube acier carré 50 x 50 x 2 mm mini • Raidisseurs « Structure en tubes d'acier carrés ou rectangulaires de dimensions équivalentes assurant une rigidité comparable. » • renforts d'angle assurant la stabilité du châssis. • Traverse pieds avant en tube acier diamètre 35x1,5 mm mini • Embouts (bouchons) en plastique • Peinture métallique de couleur : de préférence bleu atelier
6	<p>Poste de soudage:</p> <p>Ampérage de soudage :</p> <p>Environ 300 A à 60 % de cycle de travail et 220 A à 100 %</p> <p>220 A à 100% de cycle de travail.</p> <p>Plage de réglage de courant :</p> <p>Environ 30 à 300 A</p> <p>Epaisseur de matériau soudable :</p> <p>0.8 mm à 12 mm</p> <p>Accessoires inclus</p> <p>Pistolet de soudage</p> <p>Câble de mass</p> <p>Carter de protection pour la torche</p> <p>Notice d'utilisation</p>
7	<p>Table de soudage:</p> <p>Surface de travail: Acier</p> <p>Épaisseur du plateau comprise entre 8 et 20 mm selon la configuration</p> <p>Dimensions approximatives : 2000 × 1000 mm.</p> <p>Hauteur de travail: 800 à 950 mm</p> <p>Capacité de charge: 1500 kg minimum</p> <p>Poids indicatif : environ 200 kg.</p>
8	<p>Grue de levage hydraulique mobile pliante 2 Tonnes</p> <p>Type : Grue de levage hydraulique mobile pliante</p> <p>Capacité de levage : 2 Tonnes</p> <p>Pompe : hydraulique manuelle à levier.</p> <p>Réglage du bras télescopique : 4 positions minimum.</p> <p>Hauteur de levage : 0 à 2200 mm minimum</p>

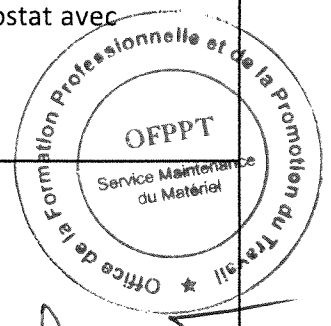


	<p>Plage de travail comprise entre environ 1 m et 1,5 m selon la position du bras</p> <p>Piètement : 6 roulettes directionnelles.</p> <p>Chaîne de levage avec crochet de sécurité en bout de chaîne.</p> <p>Conforme aux normes en vigueur</p> <p>Dimensions pliées max: Longueur 75cm x largeur 65cm (avant) x largeur 60cm (arrière) x H150 cm.</p> <p>Dimensions déployées d'environ 1650 × 1000 × 1500 mm</p> <p>Poids indicatif : environ 80 kg</p>
9	<p><u>Transpalette manuelle:</u></p> <p>Transpalette manuelle</p> <p>Hauteur max. levée : 200 mm</p> <p>Hauteur min. levée : 80 mm</p> <p>Ecartement fourches : ≈ 540 mm</p> <p>Charge : 2000 Kg minimum</p> <p>Matière roues directrices : Caoutchouc</p> <p>Type de roues : Boogies en polyuréthane</p> <p>Diamètre roues : 180mm minimum</p> <p>poids indicatif : environ 60 kg</p>
10	<p><u>Servante d'outillage industrielle:</u></p> <p>Servante d'atelier professionnelle à structure métallique renforcée.</p> <p>Rotation : roues pivotantes à 360° dont deux avec frein.</p> <p>Nombre de tiroirs : 6 tiroirs à ouverture totale (100 %).</p> <p>Système de verrouillage : centralisé automatique pour la sécurité.</p> <p>Capacité par tiroir : ≥ 90 kg.</p> <p>Charge totale statique : ≥ 175 kg.</p> <p>Charge maximale sur le plan de travail : ≥ 1000 kg.</p> <p>Épaisseur du corps métallique : ≥ 1 mm.</p> <p>Dimensions indicatives :</p> <p>Hauteur : ~970 mm</p> <p>Longueur : ~960 mm</p> <p>Profondeur : ~550 mm</p> <p>Poids net : environ 90 kg.</p> <p>Matériaux :</p> <p>Corps : acier peint ou poudré anti-corrosion.</p> <p>Protections d'angle : plastique rigide ou souple selon la zone.</p> <p>Glissières : métal à roulement à billes pour ouverture fluide.</p> <p>2. Composition d'outillage incluse</p> <p>a) Douilles et accessoires</p> <p>Jeux complets de douilles 1/4", 3/8" et 1/2", courtes et longues, en acier chromé.</p> <p>Cliquets réversibles, rallonges droites et flexibles, cardans, poignées coulissantes.</p> <p>Douilles spécifiques pour empreintes Torx, six pans creux, Resistorx, et douilles tournevis.</p> <p>Douille porte-embouts et jeux d'embouts variés : Phillips, Pozidriv, Fente, Torx.</p>



[Handwritten signature and checkmark]

	<p>b) Clés</p> <p>Jeux de clés mixtes en mm (6 → 19 mm minimum).</p> <p>Jeux de clés mâles coudées 6 pans et Resistorex, versions courtes et longues, sur râteliers.</p> <p>c) Tournevis</p> <p>Tournevis à empreinte fente, Phillips, Pozidriv et Torx, avec poignées ergonomiques antidérapantes et isolées pour les modèles électricien.</p> <p>d) Pincés et outils de frappe</p> <p>Pincés universelles, coupantes diagonales, multiprises.</p> <p>Marteaux rivoir, massettes à embouts interchangeable, burins et chasse-goupilles.</p> <p>Embouts de rechange fournis pour les outils à percussion.</p> <p>3. Ergonomie et sécurité</p> <p>Tiroirs montés sur glissières à roulement pour un coulissement fluide.</p> <p>Roues robustes pour déplacement sur sol d'atelier.</p> <p>Poignée latérale ergonomique pour manœuvre aisée.</p> <p>Plateau supérieur antidérapant utilisable comme plan de travail.</p> <p>4. Matériaux et finition</p> <p>Corps principal en acier peint époxy ou inoxydable, résistant aux chocs et à la corrosion.</p> <p>Angles protégés pour prévenir les chocs sur surfaces environnantes.</p> <p>Poignées de tiroirs en aluminium ou composite renforcé.</p> <p>5. Normes et qualité</p> <p>Outils en acier au chrome-vanadium trempé ou équivalent.</p> <p>Servante et outillage conformes aux normes européennes en vigueur (CE, ISO 9001, ISO 6789 pour les outils à main).</p> <p>Garantie constructeur minimale de 2 ans.</p> <p>6. Fournitures complémentaires</p> <p>Servante livrée entièrement équipée et montée, prête à l'emploi.</p> <p>Notice d'utilisation et d'entretien fournie.</p> <p>Roues et poignée montées ou fournies séparément selon le mode de livraison.</p>
11	<p><u>Compresseur d'air silencieux</u></p> <p>Compresseur d'air à piston silencieux avec Cuve horizontale d'une capacité d'environ 500 L;</p> <p>Puissance moteur ≈ 5 kW Tension d'alimentation : 380 V, triphasé ;</p> <p>Pression : 10 à 12 bars</p> <p>Débit nominal d'environ 800 L/min, Indice de protection : IP 55 ;</p> <p>Clapet de secours Soupape de sécurité Tampons silent blocs Pressostat avec manomètre ;</p> <p>Performance sonore < 70 dB ;</p> <p>Attestation d'épreuve délivrée par un organisme agréé.</p>
12	<p><u>Fourniture et installation de rayonnage lourd</u></p> <p>Capacité de charge : 1000 Kg minimum par niveau</p> <p>Hauteur 2000 mm minimum</p> <p>3 niveaux de stockage.</p>



	<p>Profondeur de rayonnage : 600 mm minimum</p> <p>Structure: Acier galvanisé</p> <p>Longueur des travées:</p> <p>Fixation au sol: Platines boulonnées pour stabilité</p> <p>Plancher: panneaux bois, ou tôles galvanisées</p> <p>Installation : La fixation et la stabilisation de l'installation par des moyennes appropriés validé par le MO et selon les normes en vigueur est à la charge de titulaire,</p>
13	<p><u>Fourniture et installation de Rayonnage mi-lourd.</u></p> <p>Capacité de charge : 400 Kg minimum par niveau</p> <p>Hauteur 2000 mm minimum</p> <p>3 niveaux de stockage, avec la possibilité d'ajouter des niveaux supplémentaires.</p> <p>profondeur de rayonnage : 600 mm minimum</p> <p>Plateau : aggloméré épaisseur 19 mm</p> <p>Échelles constituées de 2 montants profil 50 x 50 mm, perforés en façade au pas de 50 mm ; - Traverses et diagonales galvanisées à boulonner ;</p> <p>Finition peinture poudre Epoxy, coloris bleu RAL 5015</p> <p>Pied : platine métal (110 x 60 mm) galvanisée à boulonner à la base du montant, livrée avec visserie.</p> <p>Installation : La fixation et la stabilisation de l'installation par des moyennes appropriés validé par le MO et selon les normes en vigueur est à la charge de titulaire</p>
14	<p><u>Fourniture et installation de Rayonnage léger</u></p> <p>Dimensions minimales : largeur 930 mm, profondeur 430 mm, hauteur 2000 mm</p> <p>Composition : 5 tablettes minimum (soit 4 niveaux de classement au minimum)</p> <p>Capacité de charge : 150 à 200 kg par tablette, charge uniformément répartie</p> <p>Montants : en acier plié de qualité industrielle, assurant rigidité et stabilité ; perforés sur la face avant pour permettre le réglage en hauteur des tablettes à intervalles réguliers (~30 mm ou équivalent)</p> <p>Tablettes et dessus : acier ou aggloméré métallique d'épaisseur suffisante pour supporter la charge prévue ; renforts intégrés ou équivalents</p> <p>Fonds et parois : tôles pleines en acier ou matériau équivalent, finition époxy</p> <p>Socle et platine : acier galvanisé ou peint, assurant une fixation stable au sol</p> <p>Finition : peinture époxy cuite au four, coloris standard industriel ou équivalent</p> <p>Installation : fixation, stabilisation et mise en conformité réalisées par le titulaire, selon les normes en vigueur et sous validation du maître d'ouvrage.</p>
15	<p><u>Rétention d'huile</u></p> <p>Capacité de rétention: 450L minimum</p> <p>Matériau: acier galvanisé, acier peint ou polyéthylène haute densité (PEHD)</p> <p>Résistance chimique: compatible avec huiles, hydrocarbures, liquides non corrosifs</p> <p>Dimensions: L. 1200 x l. 800 x H. 300 mm minimum</p>

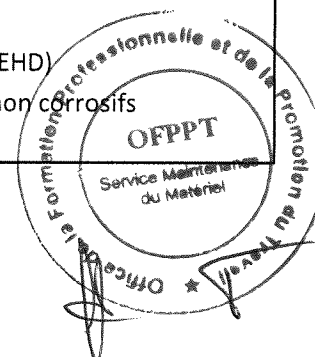
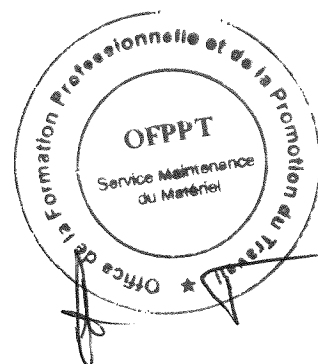


Tableau de répartition

Item	Désignation	Atelier Central ISIC AIN BORJA	Atelier mobile	Total
1	Touret à meuler sur socle	1		1
2	Perceuse à colonne	1		1
3	Presse hydraulique manuelle	1		1
4	Etau d'établi à mors parallèles tout acier trempé	2		2
5	Etabli	2		2
6	Poste de soudage	1		1
7	Table de soudage	1		1
8	Grue de levage hydraulique mobile pliante 2 Tonnes	1		1
9	Transpalette manuelle	1		1
10	Servante d'outillage industrielle	1	1	2
11	Compresseur d'air silencieux	1		1
12	Fourniture et installation de rayonnage lourd	7		7
13	Fourniture et installation de Rayonnage mi-lourd	9		9
14	Fourniture et installation de Rayonnage léger	8		8
15	Rétention d'huile	2		2



BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF**AO N°**

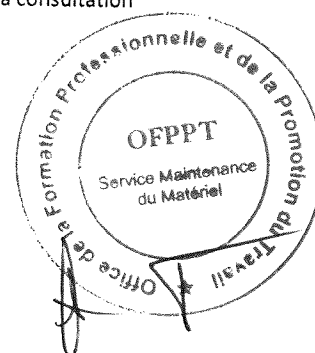
L'acquisition, l'installation et la mise en service des équipements pour l'Atelier Central ISIC AIN BORJA.

Prix N°	Désignation	Unité	Qté	Prix Unitaire HTVA en chiffre	Prix Total HTVA en chiffre
1	Touret à meuler sur socle	U	1		
2	Perceuse à colonne	U	1		
3	Presse hydraulique manuelle	U	1		
4	Etau d'établi à mors parallèles tout acier trempé	U	2		
5	Etabli	U	2		
6	Poste de soudage	U	1		
7	Table de soudage	U	1		
8	Grue de levage hydraulique mobile pliante 2 Tonnes	U	1		
9	Transpalette manuelle	U	1		
10	Servante d'outillage industrielle	U	2		
11	Compresseur d'air silencieux	U	1		
12	Rayonnage lourd	ML	7		
13	Rayonnage lourd Mi-lourd	ML	9		
14	Rayonnage léger	ML	8		
15	Rétention d'huile	U	2		
Montant total HTVA					
Montant TVA (.....%)					
Montant total TVA comprises					

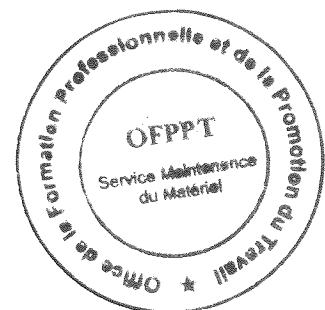
(1) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)



LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<u>Lu et accepté</u>	<p data-bbox="874 376 1216 465">Directeur de l'approvisionnement et de la logistique</p> <p data-bbox="874 474 1197 526">Abdelatif AOURAGH</p>



Handwritten signature and a checkmark.

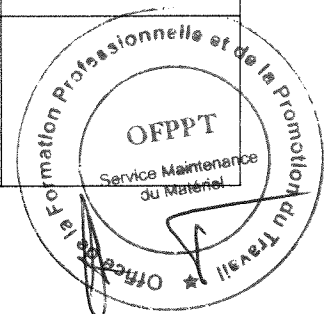
ANNEXE :

Liste des Articles dont les prospectus sont requis :

N.B : Les soumissionnaires sont invités à remplir la case « Proposition du soumissionnaire » en précisant les caractéristiques du matériel proposé.

- Tout article ne répondant pas aux spécifications demandées sera déclaré non conforme.
- Les colonnes « Désignation et caractéristiques techniques » et « Appréciation de l'administration » ne doivent pas être renseignées ou modifiées
- Le concurrent est tenu de renseigner pour chaque Item les caractéristiques des fournitures proposées et ce, dans le cadre de la colonne « Proposition du soumissionnaire » et la ligne correspondante à l'item.
- Les valeurs des dimensions, longueurs, capacités,... Doivent être renseignés d'une manière précise dans la colonne « Proposition du soumissionnaire ».

Désignations	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
Touret à meuler sur socle	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Perceuse à colonne	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Presse hydraulique manuelle	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Etau d'établi à mors parallèles tout acier trempé	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Etabli	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Poste de soudage	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Table de soudage	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	



Désignations	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
Grue de levage hydraulique mobile pliante 2 Tonnes		
Transpalette manuelle	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Servante d'outillage industrielle	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Compresseur d'air silencieux	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Fourniture et installation de rayonnage lourd	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Fourniture et installation de rayonnage Mi-lourd	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Fourniture et installation de rayonnage léger	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	
Rétention d'huile	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	

